



Bureau des installations et travaux  
réglementés pour la protection des  
milieux  
Affaire suivie par BO

Marseille,

**- 6 FEV. 2025**

**Arrêté Préfectoral portant mise en demeure à l'encontre  
de la Société Provence Granulats de respecter les prescriptions réglementaires applicables à  
son installation située sur la commune de Peyrolles**

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2012-498 C du 11 décembre 2012 autorisant la société DURANCE GRANULATS à poursuivre et étendre l'exploitation de la carrière à PEYROLLES et JOUQUES, notamment son article 5.1.1 ;

**Vu** la visite de l'inspection de l'environnement du 15 février 2024 ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 31 octobre 2024 ;

**Vu** l'avis du sous-préfet d'Aix-en-Provence en date du 6 décembre 2024 ;

**Vu** la démarche contradictoire menée auprès de l'exploitant ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection en date du 15 février 2024, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

Après consultation de la base de données GERP et échange avec l'exploitant, s'agissant des consommations d'eau du site, il ressort :

- pour 2023 : un volume de prélèvement total d'eau de 147 400 m<sup>3</sup> (réseau d'adduction 142 600 m<sup>3</sup> et eau souterraine 4 800 m<sup>3</sup>)
- 2022 : 133 800 m<sup>3</sup> (125 700 m<sup>3</sup> + 8 100 m<sup>3</sup>)
- 2021 : 168 000 m<sup>3</sup> (162 000 m<sup>3</sup> + 6 000 m<sup>3</sup>)

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 5.1.1 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2012 susvisé, qui prévoient un prélèvement maximal de 33 000 m<sup>3</sup>/an ;

**Considérant** que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement dans la mesure où le prélèvement peut compromettre la protection de la ressource en eau ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société DURANCE GRANULATS de respecter les prescriptions de l'article 5.1.1 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2012 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale adjointe de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

## **ARRETE**

**Article 1** - La société DURANCE GRANULATS, dont le siège social est situé Route de la Durance – 13860 Peyrolles-en-Provence, exploitant la carrière d'alluvions de PEYROLLES et JOUQUES, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 5.1.1 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2012 susvisé, en limitant ses prélèvements d'eau à un volume annuel de 33 000 m<sup>3</sup> dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2** - Dans le cas où les obligations prévues à l'article précédent ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3** - Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de **deux mois** à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté, par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 4** - le présent arrêté sera notifié à la société Durance Granulats et publié sur le site internet de la préfecture des Bouches du Rhône.

**Article 5 -**

Madame la Secrétaire Générale Adjointe de la Préfecture des Bouches-du-Rhône

Monsieur le Sous-préfet d'Aix-en-Provence

Monsieur le Maire de la commune de Peyrolles

Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement

et toutes les autorités de police et de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille le, **6 FEV. 2025**

Pour le Préfet  
La Secrétaire Générale adjointe  
  
Marie-Pervenche PLAZA